

## Mai 1968 sous le prisme de l'histoire de l'immigration

Entretien avec Benjamin Stora, président du Conseil d'orientation de l'EPFPPD

Marie Poinso

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/4427>

DOI : ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000] [2006] MySQL server has gone away

ISSN : 2262-3353

### Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

### Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2018

Pagination : 145-151

ISBN : 978-2-919040-41-4

ISSN : 1142-852X

### Référence électronique

Marie Poinso, « Mai 1968 sous le prisme de l'histoire de l'immigration », *Hommes & migrations* [En ligne], 1321 | 2018, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 08 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/4427> ; DOI : [https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE\[HY000\] \[2006\] MySQL server has gone away](https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000] [2006] MySQL server has gone away)

---

## REPÉRAGE

# MAI 68 SOUS LE PRISME DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

*Entretien avec BENJAMIN STORA, président du Conseil d'orientation de l'EPPPD, réalisé par Marie Poinso.*

À l'occasion de la sortie en librairie de son nouvel essai *68, et après. Les héritages égarés* (Stock, 2017), Benjamin Stora revisite Mai 68 et son héritage dans la France des années 1970 à 1990 pour analyser les relations entre les mouvements sociaux, les mouvements étudiants et la prise en compte par la gauche française de la question de l'immigration. Mai 68 peut-être aussi considéré comme une date anniversaire de la participation des immigrés aux mobilisations qui ont traversé la société française.

**Hommes & Migrations : Est-ce que Mai 68 marque le coup d'envoi des mobilisations propres aux travailleurs immigrés en France ? Des mouvements propres aux immigrés sont-ils antérieurs aux années 1960 ?**

**Benjamin Stora :** La question est très pertinente : un véritable engagement politique de l'immigration maghrébine et surtout algérienne en France s'est inscrit avant 68 en autonomie par rapport aux mouvements politiques français. Par la question coloniale et la guerre d'Algérie. Il n'y a pas eu d'adéquation mécanique et directe entre la mobilisation politique des immigrés en métropole, et les mouvements politiques français. On peut à ce propos évoquer trois dates significatives : le 14 juillet 1953, la manifestation du cortège autonome, derrière la CGT, des Algériens du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) a été mitraillée par la police place de la Nation et fait 7 morts et

plus de 50 blessés graves ; le 9 mars 1956, la grande manifestation à l'appel du MNA (Mouvement national algérien dirigé par Messali Haj, qui s'oppose au Front de libération nationale) contre le vote des pouvoirs spéciaux votés à l'assemblée nationale par la gauche française est réprimée très violemment par la police ; et, enfin, le 17 octobre 61 la manifestation organisée par la Fédération de France du FLN contre le couvre-feu conduit à l'exécution de plusieurs dizaines de manifestants algériens. Ces trois dates de mobilisation des ouvriers algériens sont menées en faveur de l'indépendance de l'Algérie, en dehors du cadre des organisations ouvrières françaises. Il faut savoir qu'en 1961, il y avait 130 000 cotisants à la fédération en France du FLN dont la plupart sont des ouvriers engagés. Cela veut dire qu'il y avait avant 1968 une forme d'autonomie des travailleurs immigrés dans la mobilisation politique.

Mais cela n'a jamais empêché la jonction avec le mouvement syndical classique car la plupart de ces immigrés engagés et réprimés étaient aussi syndiqués, même si leur priorité était la question coloniale. Dans les années 1960, une fois l'indépendance de leur pays obtenue, leur mobilisation s'est lestée de la question coloniale. En 1968, cette question est derrière eux, elle semble dépassée. Les immigrés algériens, marocains, et mêmes européens, comme les Espagnols et les Portugais, étaient davantage préoccupés par ce qui se passait politiquement dans leur pays que par ce qui se passait en France. Une avant-garde politisée des puissantes immigrations espagnoles ou portugaises,

## REPÉRAGE

menait un combat démocratique contre les dictatures dans leur pays d'origine. Les Espagnols militaient toujours par exemple dans des formations républicaines et communistes notamment, qui organisaient des rassemblements très importants numériquement à Paris ou à Toulouse entre 1967 et 1968. Ils étaient tous à la CGT. Ces immigrés vivaient encore dans une problématique du retour, une fois les dictatures abattues.

**H&M : Comment en mai 68 les syndicats ouvriers appréhendent-ils l'immigration ? Sont-ils sensibles aux revendications propres aux immigrés au sein de la classe ouvrière ?**

**BS :** Quand Mai 68 éclate, le Parti communiste et la CGT sont les plus représentatifs des milieux immigrés, mais pas l'extrême gauche qui s'appuie sur les mouvements étudiants. Ils auront plus tard une influence sur ces immigrations les plus récentes et les plus importantes dans les bas niveaux de la hiérarchie du travail ouvrier, avec des salaires bas, des contrats précaires, avec des conditions de logement épouvantables. Néanmoins, les Algériens conservent un souvenir mitigé du Parti communiste lié à la guerre d'Algérie avec le sentiment que ce parti ne s'était pas suffisamment engagé à leurs côtés. Cependant, ils sont tous adhérents à la CGT, sans être regroupés, à ma connaissance, dans des sections par origine pour ne pas diviser la classe ouvrière.

La CFDT ne va devenir l'organisation phare de l'immigration et des minorités qu'après 1968. L'extrême gauche va aussi contester ce monopole du PCF et de la CGT dans l'immigration en considérant que la question immigrée est spécifique au sein du monde ouvrier. Ce n'est pas diviser la classe ouvrière que de traiter cette question à part. Cela sera en particulier le mot d'ordre des organisations maoïstes. Les trotskistes sont, de leur côté, rattachés à une vieille histoire du mouvement ouvrier d'extrême gauche qui est celle du refus de la division de la classe ouvrière et qui chemine tout au

long du stalinisme sur trente à quarante ans. Les maoïstes sont à l'époque une organisation très jeune. La question de l'immigration leur permet de défier le PCF et de mobiliser les ouvriers à la sortie des usines avec des tracts en arabe. Je me souviens, dans mes années de militantisme, que le matin à 6h00, c'étaient les immigrés qui sortaient des usines Renault. Il fallait être aveugle pour ne pas constater cela. Les « maos » voulaient passer par le prolétariat immigré pour mobiliser la classe ouvrière. Pour ce qui me concerne, je comprenais cette vision parce que ma mère travaillait chez Peugeot à la Garenne Bezons où elle m'avait fait rentrer quand j'avais 17 ans pour travailler l'été à la chaîne. Il y avait beaucoup de Kabyles dans l'usine et ils avaient désigné ma mère comme responsable CGT parce qu'elle parlait l'arabe – n'oublions pas que 68, c'est aussi l'émergence des femmes dans les combats de la classe ouvrière. Même si les ouvriers parlaient berbère entre eux, surtout quand ils ne voulaient pas qu'elle comprenne leurs débats. Les revendications des maos, qui souhaitaient entrer dans le monde ouvrier par la « porte » des immigrés, étaient surtout centrées sur le défi lancé à l'autorité patronale. La principale était « À bas les petits chefs ! » contre les contremaîtres dans les usines. Alors que pour les ouvriers, immigrés ou pas, c'était la revendication « À travail égal, salaire égal » qui primait. Pour les travailleurs immigrés, il s'agissait aussi d'avoir des papiers, d'être en règle, de pouvoir rester en France. Cependant, la revendication de la dignité et de l'égalité existait également au sein de la classe ouvrière. Cette situation est d'ailleurs bien racontée dans le film de Bourlem Guerdjou *Vivre au paradis*. Le personnage de Roschdy Zem est à la fois très engagé politiquement mais il pense aussi à obtenir son logement, son trois pièces pour quitter le bidonville avec sa famille.

L'approche des maoïstes était en fait très idéologique, dans la mesure où la principale revendication était de savoir comment on pouvait casser les hiérarchies dans les usines. Les trotskistes pensaient également contester le monopole du PCF

tout en considérant que la classe ouvrière n'avait pas beaucoup évolué depuis les années 1950. Parmi eux, la tendance lambertiste pensait qu'il fallait être dans la CGT ou à FO, c'est-à-dire dans le mouvement ouvrier traditionnel, et rester sur des revendications salariales classiques sans diviser la classe ouvrière et les immigrés. L'autre tendance, celle de la Ligue communiste révolutionnaire et sous influence d'une extrême gauche plus radicale, pensait que l'immigration était un nouveau mouvement social avec lequel il fallait compter. Ils étaient plutôt proches de la CFDT.

**H&M :** Et quelles sont les conséquences de Mai 68 sur la prise en compte de cette question immigrée sur l'échiquier politique français ?

**BS :** Dans l'après-Mai 68, l'apparition de la CFDT dans le paysage syndical va s'adosser à la « deuxième gauche », au PSU, en s'appuyant sur les nouveaux mouvements sociaux – féminisme, immigration, écologie – et les questions sociétales pour combattre le PCF et la CGT au profit du Parti socialiste. Ce dernier s'intéresse à la question immigrée à partir de 1974 quand le PSU le rejoint. Le Parti socialiste était resté lui aussi dans des conceptions traditionnelles sans que l'arrivée de nouveaux acteurs politiques avec 1968 ne remette en question la vision ancienne d'une lutte pour défendre les acquis de la vieille classe ouvrière. Le congrès d'Épinay en juin 1971 est encore un congrès centré sur des enjeux internes. La question immigrée ou le droit de vote des immigrés ne correspondent pas à l'histoire de la gauche jacobine française. Cette question va progressivement être intégrée comme revendication sous l'effet des « mouvements beurs » et citoyens à partir des années 1980.

**H&M :** Dans votre ouvrage, page 71, vous associez la naissance du mouvement beur sur la scène politique et culturelle des années 1980 avec l'arrivée de la gauche au

**pouvoir. Vous écrivez que « ce surgissement était porteur d'une nouvelle réalité politique : la lutte contre le racisme comme héritage de la période coloniale ». Finalement, ne retrouve-t-on pas dans les années 1980 ce dilemme entre deux orientations possibles du combat pour l'immigration au sein des jeunes générations : d'un côté, la lutte contre le racisme qui prend en compte l'héritage colonial et, d'un autre côté, la lutte pour les droits, pour l'égalité entre Français et migrants ou immigrés, mais sans reconnaissance d'une spécificité de l'immigration dans la société française ? Ces deux orientations structurent-elles tous les débats de la gauche sur la question de l'immigration dans les années 1980 ?**

**BS :** Mai 68 constitue un moment fondamental d'ouverture vers la compréhension d'une société nouvelle : nouveaux acteurs, nouveaux enjeux, nouvelles luttes et façons de faire de la politique. Sans en avoir vraiment conscience au moment où cela s'accomplit. C'est un ébranlement extraordinaire. Avec les défis lancés à l'autorité, il y a une volonté de libération de la parole et un désir de métissage qui sont très forts. Si je reviens sur mon cas personnel, vivant à l'époque dans une cité ouvrière à Sartrouville, avec ma mère, ouvrière en usine qui subit en arrivant en France un véritable déclassement social, je suis allé vers Paris, le Quartier latin, la Sorbonne, que je ne connaissais pas avant Mai 68. Je suis le mouvement des fils d'ouvriers vers les élites alors qu'en 1968 ce sont les élites qui vont au peuple. Je découvre des quartiers parisiens, ceux des étudiants mélangés grâce au brassage social et culturel. Cette ouverture à l'autre nous permet de quitter l'enfermement de classe pour découvrir les circulations possibles entre différents milieux. Mai 68 a drainé l'espoir de quitter sa condition et de fabriquer un monde nouveau dans une métropole cosmopolite. Par la suite, cet enthousiasme de la jeunesse a été freiné par les appareils politiques.

## REPÉRAGE

**H&M : Est-ce que l'on peut dire que les immigrés ont été davantage réprimés comme grévistes dans les usines ou dans la rue comme manifestants par la police que les autres acteurs mobilisés en raison de leur origine étrangère ?**

**BS :** J'étais avec ma mère à l'usine pendant l'été 1968, et je me souviens que les ouvriers immigrés avaient peur des mouvements étudiants et se méfiaient de leurs revendications. Le PCF et la CGT ont organisé un cordon sanitaire pour éviter que les étudiants ne rentrent dans les usines. Les immigrés pensaient que ces mouvements risquaient de les isoler ou d'occasionner des expulsions et qu'ils n'allaient pas leur apporter des améliorations dans leur situation. La vague à droite élue massivement à l'assemblée nationale durant l'été 1968 les a stupéfaits : ils ne voulaient pas devenir les boucs émissaires de ces mouvements étudiants. Quand les groupes d'extrême gauche se sont présentés à la sortie des usines en septembre 1968, des immigrés ouvriers ont répondu que la France avait voté et que c'était une réalité politique incontournable. Un climat de peur dominait aussi dans une société française qui n'était pas celle de la jeunesse devant leurs usines. Il aurait fallu entreprendre un travail pédagogique important pour atténuer leur méfiance, mais l'extrême gauche mettait en avant le fait qu'elle était une avant-garde avançant sur un « chemin escarpé » (pour reprendre un mot de Lénine dans son livre *Que faire*, très lu après 68 à l'extrême gauche) vers la prise du pouvoir, en suivant le modèle des « bolchevicks » qui était dominant à l'époque. Tôt ou tard, les travailleurs immigrés finiraient par comprendre la démarche politique et peu importait qu'ils soient méfiants.

**H&M : Les étudiants étrangers avaient-ils leur place dans le mouvement étudiant de 1968 ? Restaient-ils distants dans ces mobilisations ?**

**BS :** Les étudiants étrangers étaient surtout entrés en politique pour combattre les gouvernements de leur pays d'origine. Beaucoup étaient des opposants mais certains étaient entrés dans les mouvements d'extrême gauche ou au PCF. Dans l'après 1968, quand ils étaient affiliés à ces groupes politiques, ils ne souhaitaient pas être ramenés à leur condition d'étranger en vertu d'un universalisme ambiant. Les étudiants révolutionnaires français étaient eux-mêmes universalistes et

s'intéressaient à ce qui se passait au Pérou, au Brésil, au Vietnam, etc. On lisait *Le Monde* tous les jours, on connaissait les noms des chefs d'État et la situation interne de nombreux pays. On avait des débats interminables sur le Chili, Cuba, la Chine, etc. Il y avait une ouverture au monde incroyable. On s'informait à travers la presse internationale et les journaux de toutes les sections internationales des mouvements politiques. Quand on était étudiant étranger à l'époque, on baignait véritablement dans cet internationalisme qui a débouché à la fin des années 1970 sur les combats des ONG, l'aide au développement, la question du tiers-monde. De nouveau, le point de départ, c'est 1968 et son intérêt pour les autres.

**H&M : Mai 68 a-t-il fait émerger parmi les ouvriers immigrés un espoir de construire une autre relation avec la France ? Cette période fut-elle source d'espoir ou de déception ?**

**BS :** Mai 68 a fait surgir une autre France, plus fraternelle, plus généreuse, plus hospitalière. Surtout dans les rangs de la jeunesse alors que la répression toute thermidorienne que la France a connue dans les années 1970 a été violente pour tout le monde et pas seulement pour les immigrés. Une utopie radicale avait traversé toute la jeunesse, accompagnée d'une volonté de changer le monde, et la retombée fut plutôt difficile à vivre. Et puis les échecs internationaux se sont succédés avec le coup d'État au Chili en 1973, puis en Argentine, l'écrasement du septembre noir en Palestine qui ont été pour moi un véritable coup de massue sur la tête. Cinq ans après 1968, c'était déjà la fin de la fête.

En 1974, avec l'arrêt de l'immigration de travail en France, une autre histoire commence. À partir de cette date on a vécu un sentiment de recul, confronté à un monde plus compliqué, aux représailles qui sont arrivées de toute part. Personne n'a vu venir le retour du balancier. Et l'élection présidentielle de Giscard d'Estaing en 1974 a bousculé

tous ceux qui étaient persuadés que Mitterrand allait être élu. Le vent de la radicalité hérité de 68 était encore présent avec, par exemple, la bataille pour le droit à l'avortement. Dans ce reflux, il y a aussi des aspects sombres comme des suicides de militants, des séparations radicales avec la politique dont on ne parlait pas encore.

Pour les étrangers, les retours de bâton se sont manifestés par des meurtres racistes, des mémoires exacerbés du passé colonial. Et on a tenté de fabriquer avec les immigrés des boucs émissaires de la grandeur coloniale perdue. C'est à cette époque que s'installe cette mémoire de revanche contre les immigrés qui ont voulu leur indépendance mais qui étaient toujours présents en France. En oubliant qu'ils avaient construit aussi la France pendant toute la période des « Trente Glorieuses ». Des mesures publiques traduisent cet état d'esprit comme la fermeture des frontières ou l'octroi d'aides au retour avec le « million Stoléru ». Quand Mitterrand arrive au pouvoir en 1981, beaucoup de ces militants avaient déjà quitté la politique. Si bien que l'arrivée de la gauche au pouvoir s'est accompagnée d'un malentendu car les années 1980 sont celles du grand reflux du collectif. Le Parti socialiste lui-même n'était plus le parti de la gauche qui voulait « changer la vie », mais un parti d'experts, de techniciens ou de notables.

**H&M : 2018 est aussi l'année des 20 ans de la mort d'Abdelmalek Sayad. Dans 68, et après, vous écrivez page 105 que « le sociologue Abdelmalek Sayad, que je connaissais bien depuis ma soutenance en 1978 sur la vie de Messali Hadj, et que j'appréciais beaucoup, décrivait ainsi cette oscillation entre ces deux pôles portée par des discours qui, prenant appui sur cette réalité (de l'immigration), exigeait soit l'identification totale à la société française, soit la séparation radicale au nom d'une fatalité religieuse... ». Les sociologues apportent-ils dans les années 1970 et 1980 des ressources et des éléments de compréhension**

## REPÉRAGE

**aux partis politiques de gauche pour mieux prendre en compte l'immigration comme un enjeu important du débat politique français ?**

**BS :** En 1978-1980, trois thèses m'ont marqué parce qu'elles identifient le problème de l'immigration dans la société française : il y a le travail de Abdelmalek Sayad sur « les trois âges de l'immigration », la thèse de Tahar Ben Jelloun sur la misère sexuelle des immigrés en France (qui sera par la suite publiée sous le titre *La plus haute des solitudes* au Seuil) et la thèse de Maryse Tripier sur les immigrés dans la classe ouvrière. On a donc dans la recherche un grand frémissement sur la question immigrée en France. Mais on ne perçoit pas au cœur de cette question celle du postcolonial. Dans la thèse de Gérard Noiriel sur les immigrés à Longwy en 1980, alors que les batailles y ont été sanglantes entre ouvriers adhérents aux MNA et FLN pendant la guerre d'Algérie, la perception de l'immigration reste très européenne. Seul Sayad explique que, dans l'histoire générale de l'immigration, se cache un problème encore plus obscur et complexe et qui relève du postcolonial, avec le statut de l'indigène, puis les représentations discriminées des immigrés postcoloniaux en France. C'est la préfiguration des recherches qui vont se développer dans les décennies à venir. Les partis politiques ne vont pas s'emparer de ces travaux de recherche sur l'immigration. Les émergences culturelles qui naissent à partir du mouvement « beur » n'ont pas été davantage appréhendées par le Parti socialiste comme une mobilisation pour la reconnaissance et la légitimité des mémoires de l'immigration. Il n'avait pas compris que ce mouvement aurait dû rester autonome et il va se lancer dans la création d'un mouvement antiraciste ayant une dimension essentiellement morale.

**H&M :** Vous écrivez à propos de la France des années 1980, page 83, qu'« avec l'antiracisme et son éloge de melting-pots, le nouvel ordre moral se fait pur spectacle ». Le

**répertoire de la mobilisation politique des immigrés et de leurs enfants va-t-il changer avec cette insistance sur la mise en spectacle du politique ?**

**BS :** Le mouvement antiraciste aurait pu être un levier politique dans la mobilisation de la jeunesse comme il l'avait été en Grande-Bretagne qui a fortement inspiré la France comme modèle de lutte contre le racisme et la violence policière. L'orientation morale choisie par le Parti socialiste va miser sur les actions culturelles et artistiques pour lutter contre le racisme, hors dimension politique. Elle a joué un rôle dans la naissance d'une mené impasse. Cela ne suffisait pas et la question qui est restée ouverte et va monter en puissance, c'est la question coloniale, la non-reconnaissance de la guerre d'Algérie, de son traumatisme dans la société française. Il faudra attendre trente ans après 68 pour que ces questions soient traitées en tant que telles. Pourquoi ? D'abord parce que sur le plan de la mémoire française, il y avait une autre question qu'il fallait soulever de toute urgence, c'était Vichy et la collaboration puissante dans la société française. Puis il avait cet obstacle d'une gauche qui n'arrivait pas au pouvoir et laissait derrière elle le traumatisme des défaites successives. Et il fallait aussi, à partir de 1981, que la gauche enfin arrivée au pouvoir puisse mettre en œuvre un projet politique tout en restant en prise avec la société. Bref, arrivent les années 1990 où la question postcoloniale va enfin pouvoir émerger.

**H&M :** En 1990, la France accueille des exilés algériens fuyant le Front islamique du salut (FIS) et l'islamisation de la société algérienne. La crise algérienne est-elle alors un révélateur de la situation française ? Page 107, vous écrivez que « pendant ces années terribles, la question de l'impossible travail de deuil, à propos des deux guerres en Algérie, s'est imposée dans mon esprit... Je voyais se produire inexorablement, sous mes yeux, avec le développement de la

***situation algérienne, un télescopage des traumatismes***.

**BS :** La France s'est réveillée dans ce contexte historique, mais la guerre civile algérienne a été très peu présente en France à cette époque où la crise des Balkans occupait toute la place. C'est pour cela que des personnes qui étaient concernées par ce qui se passait en Algérie se sont retrouvées très isolées. C'est à cette époque que j'ai resserré mes liens avec Abdelmalek Sayad. On est devenu très proches du Front des forces socialistes (FFS) avec Monique Gagent et Mohamed Larbi. Mais nous n'étions pas

très nombreux à faire le lien entre toutes ces questions de part et d'autre de la Méditerranée, à établir des connexions entre plusieurs histoires, à sortir des carcans du national. C'est à cette époque que l'on voit se développer les nationalismes, d'inspiration impériale et de rétractation. En France, avec la montée du Front national, on a préféré caractériser ce nationalisme de « populisme » pour utiliser des mots-valises. De l'autre côté de la Méditerranée, le FIS était une autre forme de nationalisme redéfini sur une base exclusivement religieuse. Et, depuis les années 1980, on n'en est pas encore sorti ! ■